

Pour la CGT, ni sauveur suprême, ni union sacrée !

Par Gaston Monatte¹

Quel est l'état de la Confédération générale du Travail CGT et de ses syndicats adhérents ? Quel est l'état des attentes populaires et des mobilisations à l'heure des répressions et confinements tout azimuts ? Et quelles sont les voies qui pourraient permettre de préparer la convergence des lutte souhaitée et indispensable ? Voilà les questions urgentes que j'ai voulu essayer de poser ici, pour y apporter des ébauches de réponses à la hauteur des graves enjeux du moment. En commençant par analyser la situation du syndicat lui-même, puis celle du mouvement social et des exigences qui montent.

Virginie Gensel est une des dirigeantes de la CGT. Elle a annoncé officiellement il y a quelques jours sa démission du bureau confédéral, comme de ses responsabilités à la tête de la *Nouvelle Vie ouvrière* (NVO)², de l'entreprise de presse et d'éditions de la CGT. Cette décision est loin d'être banale, car ce poste est historiquement un des plus importants de la confédération. La CGT n'est pas seulement entrée dans une nouvelle crise de direction, en fait, elle s'enfoncé dans une crise d'orientations. Cette décision en est la nouvelle démonstration.

Ce qui est particulièrement vrai, c'est que cette crise n'est pas sans illustrer une situation caractérisée par une régression de la démocratie interne, une rupture avec des principes, une identité et une histoire sur laquelle la CGT s'est construite pendant plus d'un siècle. « Le *management* » et « les courbes de carrière » ont remplacé la démocratie syndicale et l'altruisme, la professionnalisation celle du militantisme et du dévouement désintéressé. Paradoxalement, alors que la crise du système capitaliste s'accélère, révélée en particulier par les suites tragiques de l'épidémie, un prix social et démocratique sans aucun précédent, l'attentisme et la résignation sont encouragés de toutes parts.

Le prix à payer est très lourd pour les travailleurs et leurs familles. Ce n'est évidemment pas le cas pour l'oligarchie qui, elle, ne s'est jamais aussi bien portée. Pourtant, dans un contexte où les enjeux se radicalisent, la CGT, tout comme les autres confédérations syndicales, voit de fait son rôle s'effacer ! Progressivement mais sûrement ! Ce déficit ne fait qu'aggraver la perception que l'on a d'une situation sociale dramatique dont les perspectives sont plus inquiétantes encore.

Moins de deux ans après le 52^e Congrès confédéral et s'agissant d'un secteur d'activités essentielles, la décision de Virginie Gensel n'est certes pas la première de ce genre mais elle prend un relief particulier du fait du contexte et des choix sur lesquels la CGT est pressée de choisir ! Prémonitoire, elle annonce de nouvelles crises. En effet, les pressions se multiplient et les conseils sont tous sauf innocents. Ils sont politiques, syndicaux, institutionnels.

Pour limiter les conséquences délétères de cette situation on fait croire à ses syndicats et militants que la CGT aurait un problème existentiel et qu'elle aurait à choisir entre deux options pour mettre fin à son flottement et à des débats souvent atones !

1 Gaston Monatte est le pseudonyme de militants de la CGT.

2 *Nouvelle Vie ouvrière*, le nom qui a remplacé celui de *Vie Ouvrière*, l'ancien hebdomadaire de la CGT

1^{ère} option :

Celle des partisans du partenariat social, de la collaboration de classes, d'un alignement sur les conceptions défendues en France peu ou prou par la CFDT ou en Europe par la Confédération européenne des Syndicats (CES). Depuis plusieurs années, la direction de la CGT dans le cadre de ce qu'elle appelle le « syndicalisme rassemblé », s'est engagée avec obstination dans cette voie sans issue, qui a contribué à affadir son discours et son action, à rendre fumeux ses objectifs. Souvent contradictoire, cette démarche a encouragé l'immobilisme et l'absence de décisions, rendu confuse la stratégie comme la contribution à la recherche d'une alternative sociale et politique. Ce qui pourtant a toujours fait partie de l'ADN de la CGT, d'où un malaise profond. En France, en Europe, avec d'autres syndicats, le patronat, les institutions et la « société dite civile », la direction de la CGT a fait le choix d'accompagner un projet qui n'est rien d'autre qu'un néolibéralisme vert et européen mais qui en dernière analyse est bien du capitalisme. Les revendications de ce programme, qui sont aussi sociétales, sont en phase avec l'air du temps, éloignées de la vie concrète et des préoccupations immédiates de tous les salariés du public comme du privé. On explique qu'au nom de la modernité ce serait un passage obligé auquel il faudrait se soumettre.

Cette orientation a conduit à une forme « d'union sacrée » dans laquelle la CGT a évolué puis s'est insérée progressivement, avec des propositions convergentes. Ce faisant, l'éloignement de la direction confédérale s'est accru par rapport aux besoins et aux intérêts des travailleurs, la stratégie est devenue incertaine, l'indifférence et l'égard de la vie des structures professionnelles et interprofessionnelles s'est aggravée. La vie confédérale s'est réduite pour devenir un endroit clos et fermé, hiérarchisé, aux méthodes de travail qui ont plus à voir avec la formule de « ceux qui décident et de ceux qui appliquent ». Virginie Gensel comme dirigeante, parle d'autoritarisme et d'absence de fraternité, de non respect des décisions, de désinvolture vis-à-vis du Comité confédéral national (CCN). Le verticalisme syndical que l'on connaît ailleurs a déteint sur la manière de fonctionner de la CGT, sa direction a oublié semble-t-il les principes fondateurs de la Charte d'Amiens.

2^{ème} option :

Celle d'un groupe qui met en cause la « gestion » de la CGT par sa direction, mais qui n'entend pas, par contre, changer fondamentalement ses orientations. Mauvaise gestion, bureaucratie, opportunisme, incompétence et manque de charisme des dirigeants seraient la cause de tous les problèmes et justifieraient un changement présenté comme « radical ». Le constat n'est pas totalement faux, toutefois, il masque ou camoufle à la va-vite des préoccupations d'un autre ordre. Celles-ci sont, disons le, plus dans la forme d'une stratégie partisane que l'on fait coïncider avec des ambitions personnelles. Pour ce faire, la radicalité du discours aux références « marxiste-léninistes » dans la forme n'entend pas mettre en cause le fond. Elles masquent mal les divisions et la crise d'orientation stratégique parallèle d'un parti centenaire et au devenir incertain. Il n'est pas sûr que lui tendre une main syndicale fraternelle assurerait son sauvetage, fût-ce celle de la CGT. Ce qui peut expliquer pourquoi ce courant ne pose pas la question fondamentale, celle de l'appartenance de la CGT à la CES avec ses liens de dépendance envers la Commission européenne, et celle de la Confédération syndicale internationale (CSI) avec son assujettissement envers l'impérialisme et le social-libéralisme. Et que, en conséquence, on ne pose pas, malgré le vote au 52^e congrès, la question de la Fédération syndicale mondiale (FSM) aux engagements de classe internationalistes.

Cette tendance en principe « rebelle » est illustrée par les déclarations tous azimuts et les impatiences désordonnées de la part du principal dirigeant d'une fédération CGT. Ainsi ses

contributions se gardent bien de formuler une réflexion alternative et critique sur les prises de position de la direction confédérale qui vont pourtant conditionner l'avenir et la vie du salariat sur une très longue période comme :

- l'engagement de la CGT à l'union sacrée voulue par Macron dans le contexte de la crise sanitaire.
- l'accord des organisations syndicales françaises, dont la CGT, et du DGB d'Allemagne aux accords entre Angela Merkel et Emmanuel Macron, dont les conséquences seront lourdes pour les travailleurs.
- le soutien au plan de relance de l'Union européenne d'un capitalisme vert soutenu par la Confédération européenne des Syndicats (CES) qui va endetter durablement les peuples.
- le courrier du principal dirigeant de la CGT à la Ministre du Travail qui légitime et revendique un prétendu dialogue social pour négocier avec les entreprises les plans antisociaux qui conduisent à des licenciements massifs conformément aux exigences de l'Union européenne et du patronat.
- l'absence de remise en cause de l'action de la Banque centrale européenne et des traités européens (Maastricht, Lisbonne, Traité constitutionnel européen de 2005 rejeté par le CCN de la CGT).
- l'appel « Plus jamais ça » de la CGT qui dilue l'action de celle-ci avec des ONG et des organisations de la « société dite civile » en faveur d'un projet économique européen vert.

Enfin, ses multiples déclarations évoquent autant la situation de son parti que celle de la CGT qui sont abordées pêle-mêle et conduisent ce dernier à se présenter comme une sorte de recours ou de « sauveur suprême ». Dans ce cas, la solution proposée pour faire face aux problèmes structurels de la CGT se limiterait selon certains à faire le choix de nommer « un vizir à la place du vizir ». Cette solution simple et en fait simpliste est très éloignée des nécessités du moment comme des intérêts des travailleurs.

Pourquoi ?

En fait, dans les deux cas, il y a ralliement définitif à ce qui incarne, sous une forme ou sous une autre, le réformisme syndical, la rhétorique prétendument « révolutionnaire » ne saurait représenter une véritable alternative. Même si cette rhétorique témoigne du mécontentement profond de la base syndicale et de la prise de conscience qu'il faut essayer de la flatter pour parvenir à prendre le contrôle de la confédération. Dans les faits, l'évolution de l'état de crise permanente des orientations d'une CGT un jour ici, un jour là, contribue à évacuer le nécessaire débat sur les causes réelles de cette situation de blocage et encourage les manipulations de toutes sortes. Il est donc impératif et urgent de rompre avec ces deux options qui sont toutes les deux dangereuses, l'une comme l'autre, et de faire le choix d'aller dans une toute autre direction, vers un changement radical de stratégie qui renoue avec la lettre et l'esprit de la Charte d'Amiens et du syndicalisme de classe combattant pour la socialisation des moyens de production et d'échange. C'est ce qu'attendent de très nombreux militants de la CGT, même s'il faut prendre en compte le fait que les débuts de réponses qu'ils apportent n'ont pour le moment pas permis le saut qualitatif nécessaire dont on a besoin. Faire le choix de la politique du pire serait par ailleurs illusoire.

L'instabilité permanente et l'évolution hasardeuse de la CGT est illustrée pour le moment par les petites manœuvres d'appareil et les batailles picrocholines de pouvoir qui ont pour effets de détourner l'attention des syndiqués et des travailleurs des véritables problèmes qui les assaillent. Depuis le milieu des années 1990, la réorientation stratégique de la CGT voulue par Louis Viannet puis mise en œuvre par Bernard Thibault, Thierry Lepaon et enfin par Philippe Martinez apparaît de plus en plus nettement aux yeux des syndiqués comme des non syndiqués comme une succession d'échecs. Cela n'est pas étranger au fait que la CGT a souvent été perçue comme se situant en dehors d'un grand mouvements de protestation de masse, comme celui des Gilets jaunes. Mouvement singulier qui pourtant devrait nourrir la réflexion des militants quant au fait qu'il s'est développé sans implication syndicale, du moins à ses débuts.

Car, quelque soit le sujet sur lequel on peut porter un jugement en terme d'utilité comme d'efficacité, le recentrage opéré au cours de la dernière période s'achève par un bilan accablant et une impasse. Le souffle court, l'influence en berne, des objectifs flous au manque de clarté contribuent à un malaise qui s'aggrave et dont les récentes péripéties après d'autres ne sont qu'une illustration. Depuis plus de 20 ans, la CGT a vu son affaiblissement se poursuivre inexorablement, au point d'occuper dorénavant la place de seconde confédération syndicale en France. Sa force militante et son audience ont décliné, son éloignement du combat de classe fondée sur l'action interprofessionnelle a gravement altéré sa conduite des luttes, ses alliances aléatoires, son assentiment croissant aux positions de l'Europe syndicale et son renoncement à l'internationalisme l'ont entraînée dans la voie d'un syndicalisme dépendant, agissant selon les aléas et à la remorque de la vie politique et sociale. Pour une part essentielle, son fonctionnement et dans une certaine mesure son existence dépendent de l'aide financière d'institutions supranationales liées en fait au grand capital. Cette lente dégradation semble se poursuivre inexorablement sans que cela entraîne de sursaut et de prise de conscience salutaire. Le calendrier des événements et leur agenda se décidant ailleurs.

La CGT s'est ainsi au fil du temps « délestée » de nombreux principes qui avaient pourtant fait leurs preuves, et elle est devenue un corps flottant au gré des intempéries. Ne faut-il pas, une fois pour toute, tirer les conséquences, faire le bilan, revenir à des fondamentaux, s'attaquer à la rédaction d'un programme et à l'élaboration d'objectifs qui répondent à la gravité de la situation comme aux opportunités qui la caractérisent ? En posant, y compris la question des moyens à prendre pour procéder à cette réorganisation structurelle mais aussi stratégique si nécessaire.

Combats de chefs ou luttes sociales à mener

Depuis la fin des années 1970, ou au moins depuis 1983, les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir en France ont tous suivi avec de plus en plus d'empressement les exigences du patronat des grosses entreprises pour « détricoter » les avancées sociales, économiques, politiques, démocratiques, qui avaient été imposées par le Conseil national de la Résistance. Les mobilisations populaires, les luttes sociales et les batailles politiques qui s'étaient succédées depuis la naissance du mouvement ouvrier avaient contribué à la formation d'une conscience politique nationale progressiste. Ainsi, si les agressions sociales s'étaient poursuivies, elles se sont heurtées à la résistance des travailleurs et à celle de la CGT. Celle-ci a été longtemps en état de mobiliser massivement et de trouver l'appui d'organisations syndicales et politiques. C'est ainsi que la CGT a joué un rôle éminent non seulement dans les conquêtes sociales, la préservation des acquis sociaux, la

défense et le développement du secteur public mais, plus généralement, dans l'affirmation des libertés publiques, la lutte contre les tendances fascistes, colonialistes ou néo-colonialistes.

Mais l'effritement de la combativité du syndicat allant de pair avec l'effondrement des forces politiques de progrès social en France et ailleurs en Europe ainsi que par un changement du rapport des forces international a permis l'arrivée sur le devant de la scène de « gestionnaires de la contestation » menant une politique de négociations ou de pressions relatives, accompagnant le programme du capital au jour le jour dans le simple but de continuer à exister pour eux-mêmes. Cette crise profonde de la représentativité s'est manifestée par des défaites, puis l'apparition de protestations populaires dont les syndicats étaient absents. C'est dans ce contexte de crise de la représentativité, de crise sociale et civilisationnelle que l'épidémie du Covid 19 est apparue, qu'elle se poursuit et s'aggrave. Ainsi, elle aura été révélatrice de l'inadaptation du système dominant en France et dans tous les pays capitalistes à répondre aux défis dans l'intérêt des peuples. Pour le plus grand nombre, le système dominant s'est montré incapable de répondre aux attentes, qu'elles soient sanitaires, sociales, démocratiques. Le capitalisme a ainsi fait la démonstration de son incapacité à répondre aux besoins de l'humanité toute entière. Mais, paradoxalement à la colère de masse que cela aurait dû susciter, la crise aura aussi contribué à anesthésier et placer sur la défensive de nombreux travailleurs et syndicats, les forces montantes qui s'opposaient clairement aux choix régressifs et réactionnaires.

Sous prétexte de pandémie, les pays de l'Union européenne, le patronat et Macron ont installé la France dans un état de guerre revendiqué publiquement dans le but de généraliser et de justifier les mesures d'exception acceptées par une chambre d'enregistrement qu'on ne peut même plus appeler un parlement. Les décisions sont désormais quasi-ouvertement concoctées au sein d'un petit conseil de guerre de fait, qui répond aux objectifs du grand capital lorsque celui-ci est confronté, comme c'est le cas, à un mécontentement grandissant et à des contradictions qu'il ne semble plus maîtriser, sauf par la répression et les atteintes aux libertés fondamentales.

Le tapage médiatique, à la radio, à la télé, sur les GAFAM³, dans les journaux, vise à éveiller la peur constante et à encourager le repli sur soi. Tout salarié doit se sentir menacé de contamination et responsable de la vie des autres, le but est de faire accepter par tous et toutes les mesures coercitives qu'ils auraient refusé en temps normal. Les salariés et les peuples auront au cours de cette année eu à subir des régressions sociales inimaginables jusque là sous le voile d'une apparence de « filet social », de toute façon provisoire. En attendant, les faillites en masse des petites entreprises et la finalisation du processus de concentration de la propriété aux mains des grandes firmes supranationales se poursuivent avec les restructurations du secteur privé et public, les cortèges de licenciements, la pauvreté de masse. En fait, c'est toute la société qu'il faut réorganiser, réaménager, recomposer, pour l'adapter aux nouveaux besoins du Capital. Ainsi, sous prétexte de virus, le pouvoir accélère et amplifie les dispositifs visant à satisfaire les exigences sans précédents du patronat comme les directives de la Commission européenne ou de la Banque centrale européenne. Tout cela conduit à détruire ou vendre à la découpe nos services publics et tout notre système de protection sociale. Pour l'Union européenne, que les syndicats dont la CGT persistent à légitimer, l'ordre du jour, c'est bien le nivellement par

3 GAFAM acronyme pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, également nommées « les *Big Five* ».

le bas des conditions sociales et la multiplication des profits pour les classes possédantes qui elles ne cessent de s'enrichir.

Quelles peuvent être des perspectives qui soient crédibles dans le cadre d'un système dominant essoufflé et condamné ? La grande masse des travailleurs actifs, des retraités, des jeunes, se retrouvent à l'entrée d'un entonnoir sans limites. La peur, l'incertitude, l'angoisse et le désespoir sont décrits par de nombreux professionnels, tant pour les classes populaires que pour les classes moyennes en voie de déclassement, pour les jeunes comme pour les anciens, et même les travailleurs dans la force de l'âge. Faire des projets pour soi ou sa famille devient dorénavant une aspiration illusoire, on explique qu'il faudrait désormais se satisfaire du provisoire comme d'un « nouvel art de vivre ».

Si les salariés peuvent se rendre sans problème au travail en étant entassés dans les transports, alors que leurs enfants sont en classe, après le couvre-feu, tous doivent s'enfermer dans leur « niche » pour ingurgiter la propagande, les « débats » indigestes ou les séries abrutissantes que les pouvoirs imposent sur des dizaines de chaînes télé, toutes identiques et relayant une même voie du Maître, celle de l'idéologie de la classe dominante !

La situation sanitaire du pays est dramatique mais cela est dû à la baisse voulue du nombre d'étudiants dans les établissements formant le personnel de santé et aux 96 000 lits d'hôpitaux supprimés au cours des quinze dernières années pour réduire l'importance du secteur public. Alors, quand le pouvoir cherche à culpabiliser les citoyens à cause de leur supposée irresponsabilité face à la pandémie, il le fait pour éviter que ceux-ci n'aient l'idée de voir qui sont les vrais responsables de la catastrophe actuelle et de celle qui va venir. Pourtant, ce sont bien les choix du Capital qui ont abouti au saccage du système de santé publique et au pillage des ressources de la sécurité sociale, autrefois équilibrée, dans un pays alors pourtant bien plus pauvre qu'aujourd'hui. C'est bien la rentabilité du Capital au dépens du travail qui est la cause et qui est coupable de la mort de tous ces malades qui n'ont pu être soignés comme on aurait pu, faute de moyens parce que consacrés à la promotion des intérêts privés.

Ses victimes, ce ne sont pas seulement les manifestants réprimés, emprisonnés ou blessés, les syndicalistes inculpés, ce ne sont pas seulement les morts ou les infirmes dus à la casse du service public de santé, ce sont aussi tous les invalides du travail et les blessés à vie par la pression psychologique descendant du haut de la pyramide sociale vers le bas. Ainsi, depuis plus d'une trentaine d'années s'accélère dans tous les secteurs de la vie économique les « restructurations-liquidations ». Elles se multiplient dans les industries et les services indispensables à la société toute entière au nom de la seule logique néolibérale. Après la poste, France Télécom/Orange, les perceptions, la justice, la recherche, c'est au tour de la SNCF, d'EDF, de la RATP, d'Aéroports de Paris, d'Air France, de l'éducation nationale et de l'hôpital public d'être ciblés dans le cadre de nouveaux projets d'éclatements et de privatisation prônés sans honte, au nom du libre marché et de la libre concurrence par l'Union européenne.

Alors que les profits des grands groupes transnationaux explosent avec une progression de 439%, l'enrichissement des milliardaires en France, pour quelques uns d'entre eux, s'est accru de 340 milliards de dollars US en 10 ans, dans un pays où l'on recense officiellement plus de onze millions de pauvres, presque six millions de chômeurs, au moins 300 000 sans abris et une masse de personnes en France sous alimentées. Ce mal atteint

désormais les étudiants suite à une politique de diminution des droits aux bourses et aux résidences étudiantes. Face à cette situation alarmante, on tombe dans un moralisme de façade visant à cacher les causes systémiques du problème.

Il faut prendre conscience du fait que « le monde d'avant » est bien mort car le système n'est plus en état, de par l'inéluctable baisse tendancielle des taux de profit, de redistribuer les moyens permettant de produire, faute d'une politique nationale industrielle planifiée. C'est un autre système social, économique et donc politique qu'il faut bâtir. Le 150^e anniversaire de l'héroïque Commune de Paris nous invite à y réfléchir.

Le conflit entre capitalisme et socialisme qu'on a pu présenter comme dépassé il y a une trentaine d'années a rejailli avec l'émergence de pays où la propriété publique et la planification de l'État a empêché la dégradation des politiques d'investissements, permis le progrès social, contribué par exemple à l'éradication de la pauvreté. Le défi reste donc le même, ou l'impasse de la propriété privée des moyens de production, la concentration de la propriété et des bénéfices aux mains de quelques-uns, ou la socialisation des moyens de production et d'échange, ce qui constitue le fondement des principes sur lequel a été construite la CGT. Face au système destructeur, guerrier, affameur, gaspilleur et pillier qui casse, détruit et tue chaque année des millions d'êtres humains tout en saccageant l'équilibre environnemental, seule l'intelligence collective du peuple, celle des travailleurs, leur intervention directe, leur pouvoir de décision à tous les niveaux de l'entreprise à celui de l'État et leur mobilisation sont en état de répondre aux défis actuels auxquels fait face l'humanité toute entière.

Face aux risques réels d'un recul de civilisation, il n'y a rien de plus urgent que de faire monter un mouvement de masse apte à contrer les manœuvres de diversions et de divisions lancées par les élites possédantes et leurs relais politiques et syndicaux, de redonner du sens et de la confiance dans l'action collective. Pour cela ce mouvement populaire doit assumer ses responsabilités sans les déléguer à quiconque.

La CGT n'existe pas pour elle-même, elle doit donc, si elle veut continuer à exister, retrouver le chemin de son utilité en renouant avec la contestation radicale d'une société inhumaine. Il faut cesser de mener des négociations de salon stériles avec le gouvernement et le patronat sans avoir créé de rapport de force. Le peuple, les producteurs, les créateurs de richesse, exigent en fait une dynamique de résistance face au capitalisme relooké néolibéral. Celle-ci ne peut s'envisager que par des luttes conduites interprofessionnellement pour peser plus fort en faveur d'une véritable alternative sociale et politique.

Une résistance qui doit se construire avec patience, détermination et volonté d'unir toutes les forces, syndicales, sociales et politiques qui veulent une rupture et s'émanciper de la dictature du Capital. Soit la CGT empruntera ce chemin, y compris avec d'autres, soit on laissera s'installer en France une sorte de néofascisme modernisé transnational qui pourra même se payer le luxe de ne pas s'afficher ouvertement à l'extrême droite. Combattre la dictature du Capital qu'on nous présente comme une démocratie est devenu un devoir, comme en d'autres temps quand il a fallu agir pour la défense de la souveraineté nationale et populaire.

Ce choix, c'est celui qui s'impose aux syndiqués, aux militants de tous les syndicats CGT. C'est celui qu'ils doivent encourager en se réappropriant leur confédération et ses

différentes structures, en étant les acteurs d'un changement véritable et non superficiel, en ne faisant confiance que dans leur action, en veillant et développant l'unité, la fraternité et la cohésion dans leurs rangs. L'avenir de la CGT ne saurait se réduire à un combat des chefs qui tournent le dos aux valeurs qui sont celles défendues par des générations de militants et militantes.

Toutes ces régressions sociales et humaines ne peuvent être combattues et défaites par des paroles, des demandes, des pétitions et même des manifestations ou des grèves saute-moutons qui n'ont dans les faits que contribué à placer les travailleurs sur la défensive et permis à l'adversaire de classe de mener à bien ses objectifs. Ces régressions ne pourront pas non plus être combattues avec des directions syndicales inféodées aux mécanismes de l'Union européenne et de la « concurrence libre et non faussées ». Pour les combattre efficacement il faut anticiper, bloquer les entreprises, l'économie et les profits, en même temps et tous ensemble. Ce qui commence par la mobilisation des militants syndicaux de la CGT et des travailleurs qui s'interrogent sur le comment faire et qui doivent prendre conscience de la gravité de la situation, de l'indispensable solidarité de classe entre travailleurs pour confronter et mettre un coup d'arrêt à l'inéluctabilité de la dégradation imminente de leurs conditions de vie, de celles de leurs enfants.

Il est temps que la peur change de camp, c'est cela la révolution dont on a besoin. La France, dans toutes ses profondeurs, des campagnes et des quartiers populaires périphériques, des entreprises et de tous les lieux de travail attend cet appel de la CGT. Alors qu'attendons nous ? *« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».*⁴

Gaston Monatte
monattegaston@gmail.com

4 Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1793.